Titre

CRD Lyon, 9 oct. 2008

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE DES BARREAUX DU
RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LYON

DECISION DU 9 OCTOBRE 2008

Sous la présidence de Madame le Bâtonnier Brigitte ROUSSEAU

Le Conseil de Discipline – section n° 2- est ainsi composé :

Madame le Bâtonnier Marie-Christine ZIEGLER
Maîtres Agnès BLOISE, Edouard BERTRAND, Pierre COTE, Valérie
ROSSARD, Martine MARIÉS.

AVOCAT MIS EN CAUSE : - Maître X - Avocat au Barreau de Lyon

PROCEDURE :

Au terme d'une enquête déontologique ayant donné lieu à un rapport du 10 mars 2008, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Lyon a fait notifier à Maître X par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 10 mars 2008 sa décision d'exercer une action disciplinaire à son encontre.

Par délibération du 19 mars 2008, le Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Lyon a désigné Maître Gilles FRESEL afin qu'il soit procédé à l'instruction des faits imputés à Maître X.

Maître Gilles FRESEL a déposé son rapport le 18 juin 2008.

Par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 29 août 2008, Maître X a été citée à comparaître dans les termes suivants devant le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon en son audience du 1er octobre 2008 :

"Vous êtes poursuivie à titre disciplinaire dans les conditions prévues par le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 pour :

- Avoir été condamnée par le Tribunal d'Instance de TREVOUX le 9 juin 2006 à payer au Barreau de VILLEFRANCHE SUR SAONE la somme de 2.080,18 euros outre intérêts au taux légal à compter du 31 août 2005 outre 500 euros au titre de l'article 700 du NCPC,
- Ne pas avoir procédé au règlement de ces sommes malgré des exécutions par voie d'huissier infructueuses.

Ces faits sont susceptibles de constituer un manquement aux dispositions de l'article 183 du décret n°91-1197 du 27 Novembre 1991 et de l'article 1.3 du Règlement Intérieur National.

Je vous adresse sous ce pli :

- un exemplaire du rapport d'instruction contradictoire rédigé par Maître Gilles FRESEL et déposé en date du 18 juillet 2008.
- copie intégrale de votre dossier disciplinaire.

Je vous rappelle que l'article n° 183 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'Avocat énonce que toute contravention aux lois et règlements, toute infraction aux règles professionnelles, tout manquement à la probité, à l'honneur ou à la délicatesse, même se rapportant à des faits extra professionnels, expose l'Avocat qui en est l'auteur aux sanctions disciplinaires énumérées à l'article 184 dudit décret."

DEROULEMENT DE L'AUDIENCE :

Maître X se présente, non assistée.

Monsieur le Bâtonnier CHAINE est présent en sa qualité d'organe de poursuite.

Madame Cécile PITERA, secrétaire du Conseil de Discipline assure le greffe de la présente audience, étant précisé qu'elle s'est retirée au moment du délibéré.

Maître X donne son accord pour sa présence, bien qu'elle ne soit pas prévue par les textes.

Madame le Bâtonnier ROUSSEAU rappelle à Maître X les termes de la convocation reçue.

Maître X prend la parole et donne les explications suivantes :

Elle précise qu'elle a obtenu son certificat d'aptitude à la profession d'Avocat le 18 novembre 1999 et a prêté serment devant la Cour d'Appel de LYON le 17 décembre 1999.

Elle s'est inscrite au Barreau de LYON et non à celui de GRENOBLE, comme indiqué par erreur dans le rapport d'instruction.

Maître X a demandé son inscription au Barreau de VILLEFRANCHE où elle exercera son activité de juin 2000 à février 2005, date à laquelle elle sera de nouveau inscrite au Barreau de LYON.

Madame le Bâtonnier ROUSSEAU rappelle à Maître X qu'on lui demande les raisons du non paiement des cotisations ordinaires dues au Barreau de VILLEFRANCHE pour les années 2004 et 2005.

Maître X répond dans un premier temps que la cotisation du Barreau de VILLEFRANCHE est élevée (2.000 Euros par an).

Il lui est rappelé (alors qu'on lui fait remarquer que le Bâtonnier de VILLEFRANCHE lui a réclamé à plusieurs reprises le solde de la cotisation 2004 et la cotisation 2005) qu'elle n'a ni répondu au Bâtonnier, ni payé ; Maître X répond qu'elle a résisté au paiement pour une question d'ego et qu'elle assume son attitude.

Elle a estimé ne pas avoir pu exercer normalement son activité à VILLEFRANCHE et a demandé sa démission au Barreau de VILLEFRANCHE en août 2004.

Elle a ensuite sollicité le transfert de son dossier au Barreau de LYON, mais le Barreau de VILLEFRANCHE a, selon elle, fait traîner l'examen et le transfert de ce dossier jusqu'en février 2005.

Maître X précise que le Bâtonnier JEANTET lui a permis de s'installer « officieusement » à LYON dès l'été 2004.

Maître X n'a pas réglé les cotisations ordinaires restant dues au Barreau de VILLEFRANCHE, estimant ne pas les devoir dans la mesure où un reliquat concernant une taxation d'honoraires et un paiement d'Aide Juridictionnelle était séquestré sur le compte CARPA pour un montant d'environ 1.300 Euros.

Par ailleurs, Maître X indique ne pas avoir réglé les cotisations encore dues pour une question d'ego et au motif qu'elle estimait avoir subi un préjudice de la part du Barreau de VILLEFRANCHE.

Le Bâtonnier JEANTET lui a demandé de régler les cotisations dues à VILLEFRANCHE par lettres des 4 novembre 2005 et 7 novembre 2005 (pièces D4 et D5).

Maître X n'a pas répondu au Bâtonnier et n'a pas obtempéré.

Madame le Bâtonnier ROUSSEAU lui fait remarquer qu'elle n'a produit aucun justificatif des fonds qui seraient consignés en CARPA.

Maître X répond que c'est le Barreau de VILLEFRANCHE qui détient les originaux et qu'elle ne possède pas de justificatifs.

Il est ensuite demandé à Maître X pour quelle raison elle n'a pas réglé les cotisations lorsque le Barreau de VILLEFRANCHE l'a assignée devant le Tribunal d'Instance de TREVoux alors qu'il s'agit de poursuites judiciaires contre un Avocat, qui sont tout à fait déplaisantes.

Maître X n'a toujours pas réglé, pour une question d'ego, estimant toujours avoir subi un préjudice de la part du Barreau de VILLEFRANCHE.

Maître X souhaitait le plaider devant le Tribunal d'Instance de TREVoux.

Alors qu'il lui est fait remarquer qu'elle n'était ni présente, ni représentée à l'audience, Maître X répond qu'elle avait chargé un confrère de la représenter, mais que celui-ci ne s'est pas rendu à l'audience.

Il est ensuite demandé à Maître X ses explications pour le non paiement des condamnations prononcées contre elle par le jugement rendu par le Tribunal d'Instance de TREVoux le 9 juin 2006 alors que ce jugement est définitif et exécutoire.

Maître X répond que ce n'était pas sa priorité.

Maître X ne souhaite pas rentrer dans les détails de sa vie personnelle, en indiquant que ce n'était pas son seul retard, mais qu'il ne s'agissait pas d'un problème financier.

Madame le Bâtonnier ROUSSEAU demande à Maître X quelques précisions sur les difficultés invoquées afin que les membres du Conseil de Discipline puissent comprendre la situation.

Maître X précise qu'elle suivait un protocole médical lourd en vue d'une procréation médicalement assistée et que cela a ajouté au stress de la gestion du Cabinet.

Maître X au cours de l'instruction a dit qu'elle avait été victime de « discrimination » de la part du Barreau de VILLEFRANCHE.

On lui demande quelques exemples.

Maître X précise que le Barreau de VILLEFRANCHE ne l'a jamais désignée pour des Aides Juridictionnelles ou pour des commises et qu'elle a subi un contrôle de comptabilité trois jours après son installation alors que son activité s'exerçait à 90 % sur LYON et que par ailleurs elle était en but aux moqueries des confrères.

A nouveau, il est demandé à Maître X pour quelles raisons elle n'a pas exécuté le jugement rendu par le Tribunal d'Instance de TREVoux alors que le Bâtonnier de LYON, dès septembre 2007, lui a indiqué qu'elle risquait de faire l'objet de poursuites disciplinaires.

Par ailleurs, Maître X n'a pas tenu ses promesses de règlement.

Maître X prétend qu'en réalité, elle a réglé depuis décembre 2007.

Il lui est fait alors remarquer que d'après le décompte de l'huissier, le solde a été réglé en avril 2008.

Le Bâtonnier de LYON lui a écrit en mars 2008 pour l'informer de l'ouverture de la procédure disciplinaire et Maître X n'a pas répondu.

On demande à Maître X si elle a attendu le mois de juin pour solder le dossier.

En fait, Maître X précise que l'attestation de l'huissier est datée de juin mais qu'elle a soldé avant cette date ce dossier, même si elle n'en informe le Bâtonnier qu'en juin 2008.

Madame le Bâtonnier ROUSSEAU cède la parole à Monsieur le Bâtonnier CHAINE en sa qualité d'organe de poursuite

Monsieur le Bâtonnier CHAINE expose que le Barreau de LYON a été saisi d'une plainte du Barreau de VILLEFRANCHE ensuite du jugement rendu contre Maître X par le Tribunal d'Instance de TREVoux.

Les Courriers des Bâtonniers sont restés sans réponse, il a fallu une enquête et une instruction pour qu'enfin Maître X daigne répondre.

Monsieur le Bâtonnier CHAINE pense que Maître X semble avoir un rapport unilatéral avec l'Ordre des Avocats, en considérant que les Bâtonniers ne lui ont pas apporté d'aide.

Il a fallu plusieurs courriers, beaucoup de temps passé par les membres du Conseil de l'Ordre et les Secrétaires de l'Ordre pour que Maître X exécute une décision de Justice.

Il n'est d'ailleurs pas normal que le Bâtonnier de VILLEFRANCHE ait été contraint d'engager une action en Justice à l'encontre de Maître X pour obtenir le paiement des cotisations dues à l'Ordre.

La parole est passée ensuite à Maître X.

Maître X précise à nouveau que l'exécution de la décision de Justice prononcée contre elle n'était pas une priorité à l'époque.

Elle a bien conscience de ce que le Bâtonnier JEANTET a fait pour l'aider et ne le met d'ailleurs pas en cause.

Elle demande de l'excuser, tout en indiquant qu'elle n'a pas confiance dans les Ordres et qu'elle n'a pas été bien accueillie à VILLEFRANCHE.

Maître X se dit désolée de ne pas avoir répondu au Bâtonnier, mais qu'à l'époque où les courriers lui ont été envoyés, elle ne pouvait pas le faire.

Elle reconnaît qu'elle a payé très tardivement les sommes qu'elle devait, mais qu'elle a perdu de la clientèle du fait des huit mois que le Barreau de VILLEFRANCHE a mis pour transmettre son dossier au Barreau de LYON.

Elle précise que l'on apprend de ses erreurs, qu'elle aurait dû crier sa colère plus tôt, qu'elle n'attend aucune aide de l'Ordre et qu'elle ne pensait pas avoir le soutien de l'Ordre.

Elle estime qu'elle a tenu les engagements qu'elle avait pris et conclut en disant qu'elle doit faire « un travail de deuil ».

Le Conseil délibère après que Maître X, Monsieur le Bâtonnier CHAINE et Madame PITERA se soient retirés.

La question qui est posée au Conseil par les poursuites engagées par Maître CHAINE à l'encontre de Maître X est de déterminer si les faits reprochés à Maître X constituent une infraction aux règles professionnelles, un manquement à la probité, à l'honneur ou à la délicatesse.

Les explications données par Maître X ont surpris les membres du Conseil par la désinvolture qu'elles démontrent face au respect des règles professionnelles et ordinales.

Maître X se pose facilement en victime dès qu'elle est confrontée à une difficulté.

Elle donne un certain nombre d'explications sans jamais fournir de justificatifs.

Pour un Avocat, le fait de ne pas régler spontanément ses cotisations ordinaires constitue une infraction aux règles professionnelles.

Cette infraction est aggravée par un manquement à l'honneur et à la probité, dans la mesure où Maître X a, de manière délibérée –ce qui est reconnu- refusé d'exécuter une décision rendue par le Tribunal d'Instance de TREVoux le 9 juin 2006.

Pourtant le Bâtonnier JEANTET, dès le mois de novembre 2005, indiquait à Maître X qu'il n'était pas normal qu'étant inscrite au Barreau de LYON, elle ne soit pas à jour de cotisations vis-à-vis de l'Ordre de VILLEFRANCHE.

Les autres Bâtonniers qui ont succédé au Bâtonnier JEANTET ont alerté Maître X sur les conséquences qui pouvaient résulter pour elle d'un refus d'exécuter une décision de Justice.

Maître X n'a pas jugé utile de répondre au Bâtonnier, ce qui est déjà répréhensible.

Maître X n'a pas obtempéré.

Maître X a fini par régulariser sa situation après qu'une procédure disciplinaire soit ouverte puisqu'elle a soldé les condamnations mises à sa charge par le jugement du Tribunal d'Instance de TREVoux en avril 2008, alors que la procédure disciplinaire a été ouverte en mars 2008.

Maître X a attendu le 11 juin 2008 pour envoyer à Maître FRESEL, Conseiller Rapporteur, les justificatifs de l'entier règlement des sommes dues au Barreau de VILLEFRANCHE alors que Maître FRESEL l'a

rencontrée le 29 mai 2008.

Maître X pouvait et devait, lors de cet entretien, remettre ce justificatif puisque la dette était soldée depuis le mois d'avril précédent.

Compte tenu des faits reprochés à Maître X, de son attitude, et tenant compte de ce qu'aucune sanction sur le plan disciplinaire n'a jamais été prise à son encontre jusqu'à maintenant, le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de LYON décide de prononcer à l'encontre de Maître X, un blâme.

EN CONSEQUENCE ET APRES EN AVOIR DELIBERE CONFORMEMENT A LA LOI, LE CONSEIL DE REGIONAL DE DISCIPLINE DES BARREAUX DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LYON :

- Vu les dispositions des articles 183 et suivants du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991,
 - Vu les articles 1 et 8 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat,
 - Vu le règlement intérieur du Barreau de Lyon,
 - Vu les pièces cotées du dossier,
- Décide de prononcer à l'encontre de Maître X, un blâme.

A Lyon le neuf octobre 2008

Madame le Bâtonnier Brigitte ROUSSEAU
Présidente de la section n°2 du Conseil de Discipline des Barreaux
du ressort de la Cour d'Appel de Lyon.

Décision notifiée à Maître X, à Monsieur le Procureur Général et à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon conformément aux dispositions de l'article 196 du décret n°91-1197 en date du 27 novembre 1991,

Il est rappelé à Maître X, à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon ainsi qu'à Monsieur le Procureur Général que, conformément aux dispositions des articles 16 et 197 du décret n°91-1197 en date du 27 novembre 1991, ils peuvent former un recours devant la Cour d'Appel de LYON contre la présente décision par lettre Recommandée avec Accusé de Réception adressée au Greffe de la Cour dans le délai d'un mois à compter de la notification de ladite décision.